

casquette» en marge des cortèges, et l'hostilité craintive à leur rencontre lors des manifs précédentes ; la haine de classe contre des étudiant-e-s perçu-e-s comme privilégié-e-s ; mais aussi l'abrutissement fascisant qui s'est exprimé dans l'acharnement contre le plus faible et la sauvagerie dans la domination.

De même qu'il n'y a pas de sujet «émeutier de novembre» ou «caillera», il n'y a pas de sujet «dépouilleur», c'est-à-dire qu'il se définit en situation et pas d'après des caractéristiques sociologiques («jeune banlieusard arabe ou noir»). D'ailleurs, si l'assimilation est souvent faite entre «dépouilleur» et «émeutier de novembre», elle est sujette à caution et contredite par exemple par le témoignage d'un professeur de Seine-St-Denis dont les élèves, qui ont participé aux événements de novembre, n'osaient pas aller en manif par peur de se faire agresser par des bandes d'autres quartiers.

Pour nous il ne s'agit pas d'applaudir le fait que de «vrais révoltés» mettent à l'amende des «fils de bourgeois qui cherchent avant tout à défendre leur condition», pas plus que de vomir la «barbarie fasciste des cailleras», mais bien de s'organiser à partir de la situation : ne pas se laisser piéger dans la nasse flics/SO, ou encore se protéger d'éventuelles agressions (qui peuvent aussi provenir de fascistes «A.O.C.» comme c'est arrivé autour de la Sorbonne). Il nous paraît encore plus important de ne plus venir en manif comme des individus isolés mais plutôt de nous constituer en forces offensives, en groupes organisés, en bandes enfin hargneuses. Les groupes manifestants devenant ainsi des cibles beaucoup moins faciles, la violence serait alors dirigée principalement contre les flics et des objectifs ciblés.

FIN DE PARTIE

«Les mouvements sociaux offrent ce confort de ne pas trop engager : ils ont un début, une apogée et un dénouement, et quand le pouvoir sonne la fin de la récréation, on a pas trop de scrupules à retourner dans le rang : on en n'était pas trop sorti»

(Ultime communiqué du comité d'occupation de la Sorbonne en exil)

Annoncé le lundi 10 avril par le président de la République, le «remplacement» de l'article sur le CPE dans la loi sur «l'égalité des chances» a fonctionné comme un point de ralliement pour tous ceux qui souhaitaient un rétablissement de l'ordre : gouvernement, syndicats gestionnaires, chefs d'établissements trop contents de provoquer la reprise des cours, étudiant-e-s anti-bloqueur-e-s, médias dont le scénario était déjà en place... Tous les ressorts se sont miraculeusement alignés pour délivrer un formidable effet de rappel à l'ordre, y compris les ressorts intimes chez des personnes soudain effrayées par l'ouverture des possibles, saisies par une sorte d'angoisse de l'inconnu : «*et si vraiment tout changeait, que deviendraient nos vies confortablement cadrées ?*».

Quelque chose s'est arrêté. Pas vraiment de quoi être surpris-es : les mouvements sociaux débouchent habituellement sur une réforme de plus, ou en moins, parfois sur rien du tout. Bien sûr, cette fois-ci, il y avait de l'excès, du débordement, mais ce qui peut vraiment étonner ce sont surtout les modalités de ce coup d'arrêt. Le mouvement anti-CPE ne s'est pas vraiment essoufflé, il n'a pas été cassé par la répression. Il s'est effondré, comme vaincu de l'intérieur...

Le déblocage

*Les mouvements sont faits pour mourir...*¹ et ce n'est pas l'insurrection qui se généralise à partir du 11 avril, mais les déblocages des facultés. Les votes de blocage et de déblocage, à la main levée ou avec carte d'étudiant, se succèdent chaotiquement dans les universités et parfois même sur les parkings à côté. Les grévistes les plus déterminé-e-s se sentent piégé-e-s par la dictature *démocratique* du vote qu'ils n'ont pas su dépasser pendant le mouvement par peur de se retrouver isolé-e-s. Ils devront s'affronter physiquement à des vigiles et des anti-bloqueur-e-s pour tenter en vain d'empêcher le déroulement de ces votes, où la majorité, de guerre lasse, choisira de retrouver la sécurité abrutissante de la vie étudiante... Les interventions de la police et des vigiles mettent fin aux tentatives de blocage en force et aux dernières occupations. La fin de la récré sonne dans les facultés, détournées jusqu'alors en lieux d'organisation de la lutte. Les cours reprennent, ainsi que le vide de l'existence étudiante.

« On peut être contre le gouvernement tout en reprenant les cours »². Les arguments raisonnables des syndicats étudiants, prêts à

1 – Le 24 avril 2006, lors de la tentative de réoccupation de la Sorbonne à Paris, une banderole est déployée sur la façade du bâtiment : « *Les mouvements sont faits pour mourir. Vive l'insurrection* ».

2 – *Libération*, le 11 avril 2006 : « Dans le bastion rennais, l'unité s'émousse ».

consommer, servaient à justifier facilement le bien-fondé du retour à la normale. Le remplacement du CPE a été considéré comme une victoire qui impliquait la levée des blocages et l'oubli de la révolte. Les appels à la solidarité avec les inculpé-e-s du mouvement et des émeutes de novembre 2005, la volonté dispersée de soutenir les luttes contre l'intégralité du projet de loi sur l'« égalité des chances », contre le CNE, ou contre la loi CESEDA sur l'immigration ont été oubliés au profit des négociations avec les administrations universitaires pour organiser les examens¹. Pour assurer la reprise des cours, la nécessité de voter s'imposait : « *Le mouvement a débuté de manière démocratique et va se terminer de manière démocratique. C'est les étudiants en AG, partout, (...) qui vont décider la levée des blocages* »².

Le contexte étant favorable à la réalisation des objectifs des anti-bloqueur-e-s, ceux-ci ont saisi l'opportunité que leur offrait cette fois le vote et ils y ont massivement participé. Au fil du mouvement, illes n'avaient jamais réussi à arracher le déblocage de la majorité des facs en s'appuyant uniquement sur leurs propres forces. La donne a changé avec le retrait du CPE car les syndicalistes se sont joint-e-s à eux pour faire rentrer dans le rang la masse des étudiant-e-s qui avaient participé au mouvement sans chercher à le dépasser. Le vote en AG, souvent utilisé pendant le mouvement par les bloqueur-e-s comme signe ultime de la légitimité de leurs actions, s'est retourné contre eux.

L'administration des facs, présidents d'universités en tête, s'efforçait aussi d'obtenir le déblocage le plus rapidement possible. À Lyon II, alors qu'il avait toujours fait mine de respecter les décisions des assemblées générales, le président de l'université a

1 – L'UNEF, la Confédération étudiante (Cé) et la Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE) ont entamé les négociations avec Yannick Vallée, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU), le 11 avril 2006.

2 – Bruno Julliard, président de l'UNEF (intervention dans *Mots Croisés* sur France 2, le 10 avril 2006).

envoyé délibérément un communiqué annonçant la reprise des cours, alors même que l'AG avait reconduit le blocage pour le début de la semaine suivante: cette tactique a permis d'avoir un surnombre (et un surcroît de motivation) des anti-bloqueur-e-s pour renverser le rapport de force dans la fac. Les résultats serrés du vote laissent d'ailleurs penser que sans cette manipulation pour attirer les étudiant-e-s qui n'avaient jusqu'ici pris parti ni pour ni contre le blocage, celui-ci aurait été reconduit...

Dès le début du mouvement, les pouvoirs universitaires avaient tenté de créer les conditions d'un retour à la normale (vote avec carte d'étudiant, isolements, messages alarmistes à la communauté universitaire...); mais avec l'annonce du retrait du CPE, les grandes manœuvres pouvaient vraiment commencer: invalidation des votes en AG, tracasseries universitaires multiples assorties de menaces concernant l'avenir ou la valeur des diplômes, ultimatums pathétiques: «*si vous arrêtez la grève aujourd'hui, avec l'aide du corps enseignant c'est encore jouable pour votre année, sinon...*».

« Dans un souci d'ordre et d'apaisement... »

Comment les ennemi-e-s de l'intérieur l'ont-elles emporté? Comment se sont-elles retrouvées en position de force dans les facs? Le discours syndicaliste, cautionné par les actions des anti-bloqueur-e-s, a servi de relais, à l'intérieur même du mouvement, aux volontés «d'apaisement» de l'administration ou à la petite musique pacificatrice qui donnait largement le ton dans les médias. Serinée quotidiennement par des analystes de renom, des journalistes vedettes, des profs de Sciences-po et une flopée d'interlocuteurs valables issus du monde politique ou syndical, elle témoignait de l'unanimité institutionnelle sur la «crise du CPE».

Pourquoi le gouvernement, les syndicats gestionnaires et les médias se sont-ils alignés soudainement pour enterrer le mouvement le plus rapidement possible? Si chacune de ces institutions

a bien des intérêts qui lui sont propres, parfois même en contradiction avec ceux des autres, toutes se sont réunies sous la même bannière de l'ordre républicain. Le Président de la République a indiqué qu'il avait décidé de remplacer le CPE «*dans un souci d'ordre et d'apaisement, pour sortir d'une situation de blocage*»¹. Celle-ci était loin d'être virtuelle et Laurence Parisot, patronne du Medef, avait fait remarquer: «*Cela fait, en six mois, deux crises majeures auxquelles notre pays est confronté, la crise des banlieues en novembre, la crise du CPE en mars-avril. Il faut se rendre compte que ceci met en danger l'économie du pays*»².

Début avril, les représentants syndicaux de tous bords avaient déjà montré aux médiateurs parlementaires chargés du dossier CPE leur profond désir de trouver une issue à la crise... «*On voyait bien qu'ils étaient aussi inquiets des risques de débordement de la part de jeunes, que ni les uns ni les autres n'avaient l'impression de contrôler*»³. Les centrales syndicales ont donc saisi le remplacement du CPE comme une opportunité qui leur permettait de dépoussiérer leur renommée de bons gestionnaires des conflits sociaux, à condition de stopper un mouvement risquant de devenir incontrôlable. «*Même s'ils ont des intérêts à faire valoir, ils sont les premiers à tenir à ce que l'ordre républicain soit respecté*»⁴. Les revendications autres que le retrait du CPE qui avaient émergé au cours du mouvement ne devaient plus se faire entendre dans la rue. François Chérèque, président de la CFDT, déclarait le 12 avril que «*la bagarre contre le CNE est sur le terrain juridique*», avant de se féliciter du fait que «*les cinq grandes confédérations CGT, CFDT,*

1 – *Le Monde*, 14 avril 2006: «M. Chirac appelle les jeunes à la reprise des cours».

2 – *Le Monde*, 5 avril 2006: «Le patronat craint de voir le Contrat Nouvelle Embauche emporté dans la tourmente».

3 – *Le Monde*, 19 avril 2006: «Les coulisses d'une négociation -Trois jours pour tuer le CPE»

4 – *Idem*.

FO, CFTC et CGC ont agi en organisations responsables, expliquant, par exemple, qu'on n'appelait pas comme cela à une grève générale»¹.

Conservant leur habituel rôle de «soupape de sécurité» de la contestation effective, les syndicats ont donc évité de se «gargariser avec des slogans définitifs et réducteurs»² comme la grève générale, au profit de la stratégie des revendications contentées. Cette stratégie fait fond sur une proposition qui «assimile assez classiquement la lutte anti-CPE à un mouvement social. Ce dernier aurait visé la suppression d'un article de loi bien déterminé, en passant par la mobilisation d'une population elle-même bien définie d'étudiant-e-s et de lycéen-ne-s, directement concernée par le problème d'une "première embauche". Et dans cette perspective le retrait ou le remplacement du CPE aurait dû impliquer logiquement la fin du "mouvement anti-CPE"»³. Dès le départ, le mouvement était estampillé «anti-CPE» sur les ondes ou à la télé, on nous faisait comprendre que les «vrais jeunes» étaient ceux qui manifestaient pacifiquement pour défendre leurs petits intérêts corporatistes et sauver la valeur de leurs diplômes (les violents étaient des «casseurs, extérieurs au mouvement»). Il ne restait plus qu'à surenchérir sur les attermolements du premier ministre, sur le nombre de participant-e-s à la prochaine journée de mobilisation nationale ou sur les délais avant la sortie de crise. L'affaire était entendue : c'était une question de jours, d'heures, et tout ce qui échappait à ce scénario vertueux, à la fiction d'une résolution raisonnable du conflit, était soit ignoré (ça a été le cas pour nombre d'actions intervenues après le 10 avril), soit traité en pures anomalies (comme le fait d'individus évidemment extérieurs au mouvement : sauvageon-ne-s sans foi ni loi, sombres anarchistes, dangereux nihilistes...).

1 – *Libération*, le 12 avril 2006 : «C'est tout le malaise d'une génération qui s'est exprimé dans ce mouvement».

2 – Bernard Thibaut, discours d'ouverture du 48^e congrès de la CGT, dans *Libération*, le 25 avril 2006 : «Après le CPE, la CGT veut "la peau du CNE"».

3 – *Des mots du désordre*, recueil de texte autour du mouvement anti-CPE.

Les limites du revendicatif

Les limites imposées par le cadre revendicatif entraînent en contradiction avec la dynamique subversive, rendue désirable par l'abandon du quotidien. Une multitude de communiqués, de textes ou d'actes exprimaient combien la simple revendication du «retrait du CPE» était loin de signifier à elle seule toute la rage engagée dans la lutte. Le mot d'ordre d'«élargissement» était dans l'air mais n'a pas suffisamment pris corps : celles et ceux qui n'attestaient pas du statut d'étudiant-e n'avaient pas toujours leur place dans les AG, ni dans les manifestations officielles, où les services d'ordre syndicaux ont plus d'une fois accueilli les personnes identifiées comme étant «hors du rang» à coups de matraque.

À partir du refus du CPE et du combat qui s'en est suivi, une critique globale du travail s'est exprimée un peu partout, élaborée par quelques éléments désireux de s'opposer au discours dominant qui réclamait un CDI pour tou-te-s. Cette critique du travail et de l'existence réduite à la survie, partant du refus du CPE pour développer une critique de la soumission au salariat en général et du rapport d'exploitation qui lui est inhérent, ne s'est pas propagée largement. La défense du Code du travail ou autres revendications basées sur les droits et les acquis sociaux restaient très en-deçà d'une remise en cause des rapports marchands qui agencent nos vies que ce soit à travers la consommation (des biens autant que des rapports inter-personnels) ou le travail. Là où ces questionnements auraient pu être posés, les débats se sont rarement écartés de l'éternelle question «blocage ou pas blocage?». Si le rejet individuel de la précarité s'est exprimé en masse, les causes et la nature de cette précarité ont rarement été envisagées d'un point de vue collectif et politique.

Pourtant, même du point de vue «revendicatif», il était compliqué de mener des offensives sérieuses contre les avancées gouvernementales récentes autres que le CPE : le reste de la loi sur «l'égalité des chances», le CNE, la loi CESEDA, ont souvent

servi de faire-valoir au combat encore plus partiel qui visait précisément le CPE. Ce refus de considérer les revendications «autres», qualifiées (à juste titre) de prétextes visant à maintenir le conflit, a eu ceci de bon qu'il a permis de mettre à jour une volonté de questionner l'efficacité des luttes revendicatives et réformistes¹. La «victoire» sur le CPE n'a pas eu pour effet de démontrer aux yeux de tout-e-s l'irréfutable efficacité de ces luttes, mais plutôt de mettre à jour son impuissance, sa capacité à n'agir que par traitements symptomatiques. On a par exemple souvent pu entendre ici et là que le problème du travail précaire n'a pas été vaincu avec le CPE, puisqu'il existe déjà sous la forme du travail intérimaire et plus largement encore sous celle du travail salarié traditionnel. Ces formes de travail n'ont pourtant jamais été remises en question par les détracteurs «officiels» du CPE et ne l'ont été que trop rarement par les personnes impliquées. Ce que quelques-un-e-s ont néanmoins tenté de dénoncer et de combattre, ce que d'autres ont découvert pendant que certain-e-s refusaient et refusaient encore de la voir, c'est l'hypocrisie inhérente aux luttes qui prétendent s'opposer aux problèmes qu'engendrent notre société sans remettre en question cette dernière. C'est sur cette toile de fond que se dessine l'opposition entre réformistes et radicaux, opposition fondamentale qui est trop souvent passée pour une «gueuerre de chapelle».

Pour autant, un mouvement d'opposition tel que celui dit du CPE, s'attaquant plus à un symptôme qu'à un problème de fond, du moins en apparence, n'est évidemment pas condamné à se cantonner à ce type de lutte parcellaire. Au delà des simples revendications, un désir de combattre plus que le CPE a pu être

1 – Grieg, lycéen à Alès : «*Nous, on était vraiment motivés, mais encore plus, mais vraiment pour aller jusqu'au bout. Pour dire, tant qu'à faire, on n'a qu'à enchaîner sur le CNE, ça nous donne un autre argument à la rigueur. On proposait ça pour continuer. Parce que nous, sur le blocus, on était partis un peu dans l'utopie, dans le rêve.*» («Un aperçu du mouvement anti-CPE à Alès», *Bachibouzouk* n°1, hiver 2006-2007, p.16).

observé à bien des moments : mener une lutte contre le CPE *et son monde*. Cette volonté s'est exprimée entre autre dans les désirs de blocage de l'économie et d'affrontement avec les milices de l'État. Malgré ce contexte favorable, les groupes les plus déterminés à dépasser le cadre revendicatif n'ont pas réussi à empêcher l'implosion du mouvement, ni à maintenir un rapport de force suffisamment puissant pour le faire perdurer. Parmi les partisans de l'élargissement de la lutte, une relative inertie a suivi l'écroulement du mouvement, avec le sentiment diffus que le sens politique des luttes non revendicatives n'avait pas toujours été compris.

S'il est évident que la lutte n'a pas pu se généraliser, cette impossibilité d'élargir le mouvement est liée à la restriction de l'objet de la lutte à des revendications étudiantes le maintenant dans le monde universitaire et le soumettant à ses normes et à son inertie. Happé-e-s à nouveau par le temps universitaire, il devenait encore plus compliqué de nourrir la lutte et de la sortir des simples visées anti-CPE pour enfin s'attaquer à son monde et jeter les bases d'une révolte plus profonde. Et si l'annonce du retrait avait déjà fortement démobilisé, l'imminence des examens n'a fait qu'accroître le phénomène, convainquant tout à fait celles et ceux qui ne s'étaient pas encore résolus à se soumettre au retour à la normale. Le revirement précipité des étudiant-e-s est profondément lié au caractère omniprésent des examens, au sens où ceux-ci tombent à la fois comme un fait massif, inéluctable, tout en opérant une saisie subjective de la vie estudiantine. D'une façon générale ils représentent ce à quoi il est impossible d'échapper, d'abord parce qu'ils sanctionnent toute une année de travail qu'eux seuls peuvent valoriser et de ce fait rendre profitable, ensuite parce que leur échéance coïncidait parfaitement avec le retrait du CPE et qu'il n'y avait de ce fait aucune raison valable de les empêcher, ni même de les reporter. Mais l'emprise des examens est plus profonde encore que ce que ces simples constatations d'ordre pragmatique nous laissent à croire : leur venue se confond avec celle, nécessaire, d'un retour à la normale,

dans la mesure où ils conditionnent la future «réussite», ou au contraire le futur «échec», de toute une vie.

Cet amalgame entre la réussite scolaire et la réussite sociale n'est pas apparu comme par enchantement dans les esprits, il est le résultat du travail acharné de l'institution scolaire, qui consiste à former ses élèves à leur future entrée dans la «vie active»; elle leur permet d'obtenir sans cesse de nouveaux diplômes, de nouvelles compétences, rendant possible pour tout un chacun l'investissement dans son capital humain propre, l'amélioration conjuguée de son CV et de sa docilité. L'entrée dans la «vie active» est ainsi balisée par un apprentissage préalable des modalités sensées en permettre une gestion optimale, ce qui en termes purement économiques revient à se penser comme le «manager» de sa vie et à consommer de la même façon chaque aspect restant de son existence, sur le mode du divertissement. On organise et on se procure donc le repos, les loisirs, les plaisirs, etc. selon la même logique que celle qui prime dans le travail, on obéit à une injonction à exister à travers une consommation effrénée qui finit par devenir l'essence même de nos vies. C'est la nécessaire reprise en main, par l'économie, du cours de nos existences quotidiennes, à la fois le rappel et l'apprentissage de ce qu'elles sont destinées à être et à devenir. La soumission à ce temps universitaire contraignant, conditionne non seulement nos existences présentes, mais aussi et surtout leurs devenirs, leurs possibles, annihilant tout changement, toute nouveauté, tout retournement...

L'inconsistance de l'engagement

Si cet écoulement usuel du temps nous met dans l'embarras c'est qu'il se dérobe à nous, poursuivant un inévitable cycle il semble nous interdire toute élaboration intempestive, tout écart de conduite. Ce temps qui nous échappe nous gouverne pourtant, et ce sont nos difficultés à le connaître, et de ce fait à maîtriser

ses agencements, qui semblent être à l'origine de notre incapacité à en renverser le cours. Cette impossibilité d'agir à contre-temps accuse la dimension superficielle des engagements politiques qui ont cours dans le monde étudiant, elle force le constat d'une certaine velléité politique dérivant de l'inconsistance de la forme-de-vie¹ étudiante elle-même. Composant sans cesse avec un mélange d'insouciance, de sentiment de «liberté» et de résignation à devoir passer un jour dans *la vraie vie*, celle-ci s'illustre par un consumérisme effréné (fût-il équitable), qui lui permet de glisser sans frottement de cours en cours, de stages en soirées étudiantes...; un caractère volatile, aussi bien dans les rapports affectifs, culturels ou intellectuels que politiques, dispersant les particules étudiantes lancées sur leurs cursus individualisés, sans jamais se heurter ou se rencontrer réellement dans le dédale des couloirs d'université. Dans cette perspective, défiler contre le CPE c'est en partie sacrifier au folklore étudiant: on fait beaucoup *comme si*, on emprunte les formes canoniques des mouvements sociaux (AG, manifs), parfois on joue au blocage ou à la grève plutôt que de s'engager dans un réel processus de lutte (combien de blocages de gare ont été négociés avec la SNCF?). La contestation étudiante a ceci de commode que la spontanéité y est balisée par les éléments de folklore et que l'on peut se permettre certaines audaces, se sachant couvert par la «tradition»: il faut bien que jeunesse se passe. L'engagement politique à la fac est largement vécu sur le mode d'une activité *para* ou *extra* scolaire: un ajout, un supplément d'âme, une façon de donner un peu de lustre à son existence... Sur les facs parisiennes, ont été organisées des activités, des conférences, une parenthèse sur le mode du festival; mais cette diversité d'ateliers, de thématiques, restent des activités *séparées*, elles sont ordinairement simplement consommées, comme une sorte de version alternative de la diversité de l'offre proposée par le libéralisme. Après six semaines de lutte, on peut enfin raisonnablement retourner à sa petite vie: marasme des

1 – C'est à dire ce qui fait que des manières de sentir, d'agir et de penser sont inséparables et *forment* une seule et même *vie*, une forme-de-vie.

études, galères de l'intérim, délices télévisuels et confort de l'appart' Ikea. L'ordre est sauf, la vie et la lutte sont maintenues dans leur séparation réglementaire, jouant ainsi celle des pensées et des actes, des désirs et des réalités. On cherche alors à se persuader que ça n'aura été qu'un mouvement étudiant de plus, une simple passade, on se réengage dans le processus familier de la résignation, quand bien même on discernerait, voire partagerait, les désirs de transformer un mécontentement vigoureux en une impétueuse révolte.

Ces critiques ne doivent pas être entendues comme une condamnation morale de fautes ou de manquements individuels : l'inconsistance des engagements personnels est conditionnée de façon déterminante par une faiblesse de l'organisation matérielle et collective de la lutte. Dans nombre de cas, les blocages ou même les occupations n'auront pas permis de lancer des dynamiques politiques susceptibles d'offrir une consistance assez forte aux communautés de lutte pour propager cette envie d'aller au-delà du CPE et de s'atteler à des choses plus globales. Ces volontés d'élargissement de la révolte n'ont pas pu sortir des petits cercles plus ou moins fermés qui les élaboraient, et ce précisément parce que si ce type d'agencement permet des rassemblements par affinités qui crée des liens assez forts, il limite également la contamination puisqu'il se construit en univers relativement clos, et n'est de ce fait pas vraiment inclusif.

C'est au travers de la prise de territoire et de la mise en commun, impliquées par les blocages, les occupations ou les émeutes, que commencent à se créer et à s'élargir les communautés de luttes, annonçant le caractère non seulement vivable mais aussi désirable de la lutte.

La difficulté à articuler la vie quotidienne et la lutte a contribué à l'épuisement qui a beaucoup pesé sur la fin, amenuisant encore les forces qui tentaient de s'organiser même après le retrait du CPE. De ce point de vue l'épuisement peut être compris autant comme un effet que comme un facteur de défaillance collective. Si cet épisode printanier s'est indiscutablement écroulé sous le

poids de la nécessité d'un retour à la normale et d'un état de faiblesse avéré, la forme de vie propre à l'étudiant, son libéralisme existentiel, son triste individualisme, s'est pourtant vue entamée, emportée chaque fois que prenait une communauté de lutte. Ce sont dans les pensées, les pratiques, les volontés et les désirs communs que les individualités se nouent, que les perspectives s'esquissent, qu'on expérimente le communisme ... et que la vie cesse un instant d'être un ensemble de dispositifs à gérer, un temps à employer, pour confondre la vie quotidienne et la lutte.

La suspension propre du mode de vie étudiant ne constitue pas nécessairement un obstacle à toute élaboration politique : elle recèle au contraire en tant que telle un fond de résistance un peu aveugle, à opposer à la triste pente qui doit nous entraîner, entre autres, vers le monde de l'exploitation salariée, qu'elle soit stable ou précaire, en CNE ou en CDI. En ce sens, s'inscrire à la fac, c'est comme gagner une année sur l'inéluctable avenir salarié, c'est l'aveu inconscient du peu d'enthousiasme que suscite la certitude de devoir bientôt entrer dans le monde du travail. On préfère encore à son attraction les débrouilles diverses (boulots miteux, dossiers de bourse et aide au logement...) : tout faire pour éviter de plonger dès maintenant dans « la vie active » ; on traîne les pieds comme à l'entrée du collège.

La fuite du quotidien, la résistance collective, c'est bien un événement de cet ordre là que nous avons vécu pendant le mouvement contre le CPE, sous la forme canonique d'un mouvement social. Et il faut passer au delà, ou approfondir encore la trajectoire esquissée : proposer, sur la base de cette communauté d'expérience, une nouvelle élaboration politique « *qui entraîne toute la vie, modifie notre rapport au travail et à l'étude, et en nous dégageant, pas à pas, du monde de l'économie* »¹. Assumer les perspectives révolutionnaires qu'impliquent le dégoût du travail et la haine de la police.

1 – *L'arme des examens*, Tract du comité anti-examens de Rennes 2, mai 2006.

